

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 23/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AMCOR (ex ALCAN)

2 RUE FREDERIC MEYER
BP 128
67600 Sélestat

Code AIOT : 0006700537

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement AMCOR (ex ALCAN) implanté 2 rue Frédéric Meyer 67600 Sélestat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMCOR (ex ALCAN)
- 2 rue Frédéric Meyer 67600 Sélestat
- Code AIOT : 0006700537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMCOR est un site de fabrication et d'impression d'emballage souple multicouche à base de papier, films plastiques, aluminium (type opercules) pour l'industrie pharmaceutique et agroalimentaire.

Le thème de la visite se déroule dans le contexte de l'instruction du dossier de réexamen IED du BREF « traitement de surface à l'aide de solvants organiques » STS, pour lequel l'exploitant est soumis. Les conclusions MTD du BREF susvisé ont été publiées au JOE le 22/06/2020. L'exploitant a remis son rapport de réexamen le 17/05/2023. L'instruction du dossier de réexamen par l'inspection ICPE fera l'objet d'un rapport séparé.

Les références réglementaires sont les suivantes :

- Arrêté ministériel du 03/02/2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté préfectoral d'autorisation du 10/04/2002 portant autorisation d'exploiter une installation de récupération de solvants au titre du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement et codifiant l'ensemble des prescriptions relatives aux installations exploitées par la Société Alsacienne d'Aluminium à SÉLESTAT.

Thèmes de l'inspection : IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi de mises en demeure	AP de Mise en Demeure du 12/08/2024, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Etanchéité de l'aire de dépotage	Arrêté Préfectoral du 10/04/2002, article 9.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Prévention de débordement par pompage	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 2.4 e	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Captage des vapeurs de COV	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2.4 f	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de prévention des fuites	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 2.4 a	Sans objet
6	Plan de surveillance des équipements (oxydateur thermique)	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2.9.4 b	Sans objet
7	Suivi de la température de l'oxydateur thermique	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2.9.2	Sans objet
8	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2.9.1	Sans objet
9	Emission en sortie de l'oxydateur	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 3.11.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 25 juin 2025 a fait état de quatre non-conformités :

- Bien que des actions ont été réalisées dans le cadre de la levée des mises en demeures

prononcées par arrêté préfectoraux du 12/08/2024 et du 25/10/2024, ces actions ne sont pas finalisées.

C'est pourquoi, l'inspection propose de surseoir aux sanctions administratives prévues par les dispositions de l'article L.171-8 II du code de l'environnement et de prolonger le délai des mises en demeure jusqu'au 01/09/2025.

- L'aire de chargement n'est pas étanche, du fait de joints abîmés et de la résine localement absente, alors que l'exploitant s'était engagé d'effectuer des travaux de réparation dans son dossier de réexamen. Cela constitue une non-conformité à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/04/2002.
- Les réservoirs de stockage en vrac ne sont pas équipés d'avertisseurs acoustiques et/ou optiques de niveau haut, ni de systèmes d'arrêt, ce qui constitue une non-conformité au point 2.4 e de l'annexe de l'arrêté ministériel du 03/02/2022.
- L'aire de livraison ne dispose pas de système de captation des solvants organiques volatils, ce qui constitue une non-conformité au point 2.4 f de l'annexe de l'arrêté ministériel du 03/02/2022.

Il est proposé au préfet du Bas-Rhin de mettre en demeure l'exploitant sur ces trois points.

D'autres observations et demandes ont été effectuées dans les fiches de constats suivantes.

Une demande de compléments sera également formalisée dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen des meilleures techniques applicables aux activités de traitement de surface à l'aide de solvants organiques de la société AMCOR (qui a été transmis à l'inspection en date du 17/05/2023). Sans attendre ce second rapport, l'exploitant est invité à répondre aux demandes de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de mises en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2024, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : <u>Article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 12 août 2024</u> La société AMCOR située au 2 rue Frédéric Meyer à Sélestat (67 600) est mise en demeure dans un délai de 6 mois de respecter, pour ses installations situées à la même adresse : <ul style="list-style-type: none">• L'article R.181-46-II du Code de l'environnement stipulant que : « Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »
<u>Article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2024</u> La société AMCOR (ex ALCAN), dont le siège social est situé 2 rue Frederic Meyer BP 128 67600 SELESTAT, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de la rubrique ICPE 3670 , située 2 rue Frédéric Meyer BP 128 67600 SELESTAT, dans un délai de 3 mois, les prescriptions, de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 Juin 2023 reprises ci-après : « L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie

électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé ».
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser des études par un prestataire externe dans le cadre de la recherche des PFAS (le premier rapport a été transmis dans GIDAF). Le dernier prélèvement sera réalisé en juillet 2025, l'exploitant est également en attente du dernier rapport de mesure.</p> <p>Au vu des actions réalisées et des résultats en attente par l'exploitant, l'inspection propose de ne pas engager, à ce stade, les procédures de sanctions administratives prévues par les dispositions de l'article L.171-8 II.</p> <p>Des actions ont été engagées par l'exploitant afin de finaliser son dossier de porter à connaissance. Il a en effet indiqué avoir mis à jour les rubriques des activités ICPE qui le concernent et a compté 93 émissaires au sein de son installation. Le jour de l'inspection, l'exploitant était en attente du retour du bureau d'études.</p> <p>Au vu des actions réalisées et des résultats en cours, l'inspection propose de ne pas engager, à ce stade, les procédures de sanctions administratives prévues par les dispositions de l'article L.171-8 II.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettre dans GIDAF les rapports de mesures, dès leur réception ; transmettre son dossier de porter à connaissance pour le 1^{er} septembre 2025 au plus tard.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan de prévention des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 2.4 a
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements fait partie du système de management environnemental et comprend, sans s'y limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> des plans d'action en cas de déversements de faibles ou grandes quantités de produits sur le site ; (...) dans certaines zones, la mise en place de systèmes de confinement appropriés, tels que des sols imperméables ; la mise en place d'un équipement approprié de confinement des déversements et de nettoyage et la vérification régulière de sa disponibilité, de son bon état de marche et de sa proximité des lieux où ces incidents sont susceptibles de se produire ; (...)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure en cas de déversement réduit (c'est-à-dire pour un volume déversé inférieur à 50 L) à important (c'est-à-dire pour un volume déversé supérieur ou égal à</p>

50 L). Cette procédure a été présentée à l'inspection.

Des exercices sont effectués régulièrement afin de mettre en œuvre cette procédure.

L'exploitant dispose également, sur le réseau d'eaux pluviales, d'obturateurs à air permettant de confiner les eaux en cas de déversement accidentel. Ces obturateurs sont vérifiés une fois par an et des exercices sont effectués avec le SDIS pour leur mise en marche.

De même, l'inspection a constaté au niveau de l'aire de dépotage une vanne de barrage manuelle permettant de confiner le réseau d'eau vers la rétention déportée au droit d'une cuve aérienne.

La mise en œuvre des mesures prévues au plan présenté a été contrôlée par sondage. L'inspection s'est rendue à l'aire de dépotage (cf. fiche suivante) .

En ce qui concerne les réservoirs de stockage :

L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les caractéristiques des divers réservoirs. Il a laissé entendre que certains, contenant de la méthyléthylcétone (MEC) ou de l'acétate d'éthyle pourraient encore être à simple paroi et enterrés. L'exploitant n'a pas de détecteurs de fuite, pourtant mentionnés en page 24 du rapport de base.

L'inspection rappelle à l'exploitant les prescriptions de de l'article 18.1.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation, notamment son alinéa 2, qui lui impose des contrôles d'étanchéité de ses réservoirs enterrés ainsi que des canalisations afférentes.

Observation :

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant ne s'est pas positionné sur le BREF transversal EFS «Émissions dues aux stockages». Considérant les nombreuses manipulations de produits solvants et le stockage dans des grands récipients dont des réservoirs enterrés, l'inspection considère pertinent l'examen sur les MTD du BREF EFS afin de limiter les émissions (fuites) dans les conditions normales d'utilisation.

Une demande de complément sera formalisée dans le rapport d'instruction du dossier de réexamen.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En application de l'article 18.1.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation et du point 2.4 a de l'annexe de l'arrêté ministériel sus-visé, l'exploitant rendra compte dans les meilleurs délais des caractéristiques des réservoirs enterrés, des contrôles d'étanchéité et des dispositifs de prévention des fuites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etanchéité de l'aire de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2002, article 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, étanchéité du sol

Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Constats :

L'aire de dépotage est une aire bétonnée dont les pentes mènent à un regard en position centrale. La capacité de rétention de cette aire est constituée de son volume propre augmenté du volume constitué par le tronçon de réseau dans lequel le produit serait orienté par le regard. Ce tronçon

mène de plus à une capacité de rétention associée à un réservoir aérien proche. Pour éviter que l'écoulement rejoigne l'autre partie du réseau et soit bien orienté en totalité vers la capacité associée au réservoir, une vanne manuelle de confinement est installée à demeure. L'inspection attend que le volume de confinement ainsi offert lui soit précisé.

L'aire de dépotage dessert des récipients de grandes capacités (25 à 50 m³) dont certains sont destinés aux stockages de l'acétate d'éthyle et de la MEC.

Cette aire comporte des désordres structurels notamment au niveau du regard. En effet, des fissures du sol bétonné ont été constatées par l'inspection ainsi que des joints d'étanchéité qui sont abîmés.

L'étanchéité de l'aire de dépotage n'est plus garantie. L'exploitant l'indiquait déjà dans son dossier de réexamen produit en 2023, mais n'a pas pour autant engagé les travaux nécessaires.

Pour ces travaux, le montant est de l'ordre de 20 k€ selon un devis reçu. Ce devis n'a pas été engagé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Prévention de débordement par pompage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 2.4 e

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'eau

Prescription contrôlée :

Il s'agit notamment de s'assurer que :

- l'opération de pompage est supervisée ;
- pour les grandes quantités, les réservoirs de stockage en vrac sont équipés d'avertisseurs acoustiques et/ou optiques de niveau haut, et de systèmes d'arrêt si nécessaire.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'un opérateur est présent lors des opérations de pompage au moment de la livraison des produits.

Des jauges de remplissages afférents aux réservoir de stockages ont été vues par l'inspection. Toutefois, ces réservoirs ne sont pas équipés d'avertisseurs acoustiques et/ou optiques de niveau haut ni de systèmes d'arrêt.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient que l'exploitant se positionne dans les meilleurs délais sur la mise en conformité à cette MTD relative à cette prescription : une liste des réservoirs est à établir incluant les dispositifs de débordement préventifs correspondant.

Une demande de complément sera également formalisée dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Captage des vapeurs de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2.4 f

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
--

Prescription contrôlée :

Lors de la livraison en vrac de matières contenant des solvants organiques (remplissage ou vidange des réservoirs, par exemple), les vapeurs qui sont refoulées à l'extérieur des réservoirs de réception sont captées, avec un système de retour des vapeurs vers le contenant initial.

Constats :

L'aire de livraison ne dispose pas de système de captation des solvants organiques volatils. Le site reçoit des solvants à haute pression de vapeur tels que :

- la méthyléthylcétone (10,5 kPa),
- l'acétate d'éthyle (10 kPa)

Dans son dossier de réexamen, en regard de la prescription, l'exploitant indique « aucun aménagement demandé ».

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Plan de surveillance des équipements (oxydateur thermique)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2.9.4 b

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance des équipements

Prescription contrôlée :

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous. (...) Il s'agit d'un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance.

Constats :

L'oxydateur thermique est un équipement critique au sens de la prescription sus-cité.

Il est contrôlé annuellement par un prestataire externe, lors de période d'arrêt de l'usine (durant le mois d'août). Le dernier rapport de contrôle de l'oxydateur, datant du mois d'août 2024, a été transmis à l'inspection.

Des actions correctives sont effectuées à la suite de la transmission de ce rapport, et font l'objet d'un plan d'action. Elles sont réalisées au plus tard lors de l'année suivante.

L'exploitant tient également un registre mentionnant la date, les durées de dysfonctionnement de l'oxydateur (by-pass), ainsi que les causes et actions correctives.

Le bilan des COV, en période de conditions normales d'exploitations (NOC) et en condition d'exploitation autre que normale (OTNOC) est directement calculé par le système de contrôle et

de supervision de l'oxydateur.

Le superviseur de calcul se charge de la conversion en masse de solvants (kg COV) à partir de la mesure des concentrations du rejet canalisé (en mg/Nm³).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi de la température de l'oxydateur thermique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance des équipements

Prescription contrôlée :

Pour le traitement thermique des effluents gazeux, la température dans la chambre de combustion est mesurée en continu. Un système d'alarme est associé à cette surveillance, pour les cas où les températures sortent de la fenêtre de température optimale.

Constats :

La température de chaque chambre d'incinération, au nombre de cinq, est mesurée, enregistrée et reportée sur la supervision centrale.

La température observée le jour de la visite était comprise entre 899 et 910°C, supérieure à la température minimale d'oxydation (qui est de 850°C).

Un système d'alarmes est en place depuis la supervision avec report au poste de garde et vers une ou deux équipes selon la période de la journée ouvrée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan de Gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air

Prescription contrôlée :

Point 2.9.1. Plan de gestion des solvants

L'exploitant surveille les émissions totales et les émissions diffuses de COV sur la base du plan de gestion des solvants défini au point 4 de la présente annexe.

Article 28 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

Le site consomme plus de 30 t de solvants par an et en a émis entre 2021 et 2023 plus de 100 t/an.

Le Plan de Gestion des Solvants (PGS) de 2024 a été produit.

Les émissions atmosphériques de COV entre 2021 et 2023 s'établissaient entre 120 et 180 t/an.

En 2024 l'exploitant a déclaré avoir émis plus de 780 t de solvants.

Il est attendu que cette évolution soit expliquée. D'ici à la réception des éléments de l'exploitant, la décision sur ce point est suspendue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Emission en sortie de l'oxydateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 3.11.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air

Prescription contrôlée :

Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :

Paramètre	Unité	VLE (1) (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
NOX	mg Equivalent NO ₂ / Nm ³	100 (2)
CO	mg/Nm ³	100
COVT	mg C/Nm ³	20

Constats :

Les valeurs mesurées en sortie de l'incinérateur sont conformes.

Pour exemple, les valeurs mesurées au 1^{er} mars 2025 sont les suivantes :

- Pour les NOx : 1,5mg Equivalent NO₂ / Nm³
- Pour les COVT : 4,8 mg C/Nm³ (par contre, la VLE indiquée dans les rapports de contrôles correspond à 50 mg/Nm³ qui est prescrite dans l'autorité préfectoral d'autorisation de l'installation cette valeur est à réviser par rapport à la disposition la plus contraignante ici en présence d'un traitement thermique des solvants organiques l'AMPG du 3/02/2022)
- Pour le CO (NM) : 36,2 mg/Nm³ (par contre, la VLE indiquée correspond à 50 mg/Nm³ qui est prescrite dans l'autorité préfectoral d'autorisation de l'installation)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de revoir la valeur limite des émissions du COV lors de ses prochaines mesures.

Type de suites proposées : Sans suite
